

TERRE Décentralisé, inspiré de l'étranger et favorisé par les réseaux sociaux: le mouvement actuel tranche avec les manifestations agricoles des septante dernières années. Éclairage avec l'historien et paysan Guillaume Savoy.

«La mobilisation paysanne en cours est très différente des précédentes»

Dans votre livre *Protester pour exister!*, vous vous intéressez aux manifestations de 1954, 1961 et 1973. Avant, les agriculteurs ne se mobilisaient-ils pas?

► Si, mais il s'agissait de mouvements locaux. C'était aussi le cas après la création de l'Union suisse des paysans (USP) en 1897, car la faïtière restait à l'écart de toute protestation publique. Les manifestants étaient donc coordonnés par des associations régionales ou dissidentes, comme l'Union des producteurs suisses, devenue Uniterre, expliquant leur moindre portée.

En 1954, on assiste à une première manifestation à l'échelle nationale. Dans quel contexte ce soulèvement s'inscrit-il?

► Durant la Seconde Guerre mondiale, les paysans sont mis à contribution pour garantir l'approvisionnement alimentaire, dans le cadre du plan Wahlen. À la suite de cela, la Confédération décide de protéger certains segments de marché et d'augmenter le prix du lait. La loi sur l'agriculture de



Aujourd'hui, les paysans peinent à parler d'une seule et même voix, du fait du manque d'unité de la profession.

1951 reconnaît aux agriculteurs leur rôle de pilier de la nation, en leur garantissant un salaire décent. Mais quelques mois après son entrée en vigueur, le prix du lait est de nouveau abaissé, créant un sentiment de trahison. C'est le début d'une période d'essor économique, mais pas pour les paysans...

C'est-à-dire?

► Durant les Trente Glorieuses, les revenus de la majorité des citoyens augmentent, mais ceux des agriculteurs stagnent. De nombreux bouleversements structurels sont mis en marche, comme la rationalisation, l'individualisation, la mécanisation, l'agrandissement des fermes et l'exode rural, favorisant un modèle d'agriculteur-entrepreneur toujours d'actualité de nos jours. Face à cette disparition programmée, un sentiment de malaise existentiel s'installe. En 1954, 10 000 paysans expriment leur colère sur la place Fédérale, à Berne, marquant une rupture avec leur identité conservatrice et campagnarde. Bon enfant et calme, l'événement reçoit un accueil médiatique et politique favorable, freinant la baisse du prix du lait pour un temps. Mais cela ne suffit pas à enrayer la dynamique.

Ce qui conduit, sept ans plus tard, à la plus grande manifestation jamais connue, avec 40 000 agriculteurs...

► Exactement. Pour la première fois, elle est organisée par l'USP, qui ne peut plus rester sourde face à la détresse de ses membres. Mais des débordements ont lieu, avec des violences, des arrestations et même l'utilisation de gaz lacrymogènes par les policiers. Cela choque l'opinion publique et détourne l'attention des revendications, qui n'aboutissent que peu. L'USP, traumatisée, n'organisera plus de manifestation d'envergure pendant trente ans. Des rassemblements ponctuels et alternatifs continueront d'être



BIO EXPRESS
GUILLAUME SAVOY

L'ancien étudiant à l'Université de Fribourg a publié le livre «Protester pour exister! Les manifestations paysannes en Suisse 1954-1961-1973» en 2021, à la suite de son travail de master en histoire contemporaine. Entre 2015 et 2017, ce fils de paysan a effectué un CFC agricole, avant de reprendre l'exploitation familiale à Attalens (FR), en 2019. Aujourd'hui, il y vit avec son épouse Céline et leurs trois enfants.

© MATHIEU ROD

mis en place, comme en 1973 avec notamment des blocages de route. Un autre élan national verra le jour dès les années 1990 pour protester contre les accords de libre-échange, puis contre les coupes budgétaires fédérales, en 2015.

Y a-t-il des points communs entre tous ces épisodes et celui que nous vivons?

► On constate un même sentiment de marginalisation dû au manque de reconnaissance et de dialogue avec la société. Comme en 1961, cela se traduit par un discours émotionnel fort. Le contexte est proche de celui d'après-guerre. En effet, pendant la pandémie, l'agriculteur a retrouvé son rôle valorisant de nourricier face à l'incertitude de l'approvisionnement. La vente directe a bondi, avant de chuter de nouveau brutalement sous l'effet de l'inflation, provoquant un sentiment d'abandon semblable à 1954.

Quelles sont, à l'inverse, les principales différences?

► Il s'agit ici d'un mouvement décentralisé, non institutionnel et éclaté dans le temps et l'espace, qui s'est d'abord articulé autour de paysans porte-voix improvisés. L'influence des révoltes européennes a été déterminante dans un monde devenu globalisé. La rapidité de l'information, les réseaux sociaux et les images ont joué un grand

rôle. Cela s'illustre avec le groupe Facebook «Révolte agricole suisse» et les clichés de rassemblements de tracteurs diffusés sur internet.

Les revendications ont-elles évolué?

► Les objectifs n'ont pas tout de suite été clairs, même si les questions des prix corrects et des marges de la grande distribution ont fédéré la base, avant d'être reprises par l'USP. De nos jours, il est compliqué pour les paysans de parler d'une seule voix, en raison du manque d'unité de la branche. Les profils des agriculteurs et des modes de production se sont multipliés, comme les interlocuteurs. Il ne s'agit plus uniquement d'interpeler le Conseil fédéral – qui ne fixe plus les prix, mais les paiements directs. On s'adresse aussi aux grands distributeurs, transformateurs et consommateurs. Les rapports de force se sont complexifiés.

Selon vous, quels sont les bienfaits et les risques d'un tel mouvement?

► Cela renforce le sentiment d'appartenance et permet aux paysans de se rassembler, tout en favorisant la mise en place de mesures (lire ci-dessous). Mais on observe aussi une mise en opposition, volontaire ou non, entre écologie et agriculture, qui divise au lieu de souder, conduisant à une distanciation de certains acteurs. Le traitement médiatique souvent superficiel des événements n'aide pas. Pour insuffler un changement, il faudrait un débat ouvert autour des problèmes structurels qui déciment le monde agricole depuis un siècle, en intégrant les enjeux climatiques et de protection des frontières en matière alimentaire. Ces prochaines années seront décisives pour analyser l'impact historique de cette mobilisation.

PROPOS RECUEILLIS PAR LILA ERARD ■

LES AVANCÉES DE LA PÉTITION

Panneaux retournés, réunions de tracteurs et feux protestataires: après des actions menées en début d'année, une pétition a été déposée par le groupe Révolte agricole en mars. Un mois plus tard, l'Office fédéral de l'agriculture y a répondu, en promettant de réduire la charge administrative et d'améliorer la transparence des prix, au plus tard lors de la politique agricole 2030. L'obligation de communiquer sur les pesticides utilisés a aussi été repoussée à 2027. Ces annonces sont toutefois considérées comme insuffisantes pour le représentant du groupe Arnaud Rochat, qui continue de coordonner des actions en Romandie.